

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
de LES PAROCHES
séance du 25 mars 2011**

L'an deux mil onze, le 25 mars à 20 heures, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain MARTIN, Maire.

Etaient présents : DELOISON Christiane, NOIRTIN Patrizia, SILVA Céline, ZUNINO Daniel, MARTIN François, GUERRIN Joël, MARTIN Benoît, LALEVEE Thierry, MARTIN Christophe, CUNY Julien

A été nommée secrétaire de séance : CUNY Julien

Lecture est faite de la réunion du 26 janvier 2011, sans délibération et en l'absence d'observation, le procès-verbal est adopté à l'unanimité et signé par tous les membres présents.

08-2011 - INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-24 et L 2122-22-15° ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants ;

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal en date du n° 07/2011 du conseil municipal en date du 25/03/2011;

Considérant l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption simple, sur les secteurs du territoire communal classés en zone U et AU lui permettant de mener à bien sa politique foncière ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

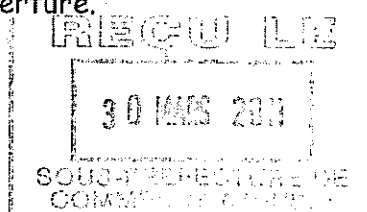
Après en avoir délibéré et à l'unanimité, Le Conseil Municipal :

✚ décide d'instituer un droit de préemption urbain sur les secteurs du territoire communal inscrits en zone U et AU du PLU.

✚ donne délégation au Maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain.

✚ dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 211-2 du code de l'urbanisme, qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du code de l'urbanisme.

✚ dit qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intention d'aliéner, les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.



Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le Maire,
Alain MARTIN